

Lutte de classe

Classe contre classe

Selon un sondage réalisé les 25 et 26 octobre 2006 par TNS Sofres pour le *Figaro-Magazine* :

- ▶ 42% place en tête de leurs préoccupations la lutte contre le chômage ;
- ▶ 88% estiment que la lutte contre la hausse des prix par le gouvernement n'a pas été efficace ;
- ▶ 77% estiment que la lutte contre le chômage par le gouvernement n'a pas été efficace ;
- ▶ 75% estiment que les choses vont de plus en plus mal dans le pays ;
- ▶ 59% s'attendent à la multiplication des conflits sociaux ;
- ▶ 55% estiment que les conflits sociaux à venir risquent d'entraîner le recours aux affrontements et à la violence ; 37% seulement pensent que la négociation suffira à les résoudre ;
- ▶ 74% ne font pas confiance à Chirac ;

On retrouve ici les revendications immédiates des travailleurs : l'emploi et les salaires. Ils sont majoritaires à n'avoir aucune illusion sur le « *dialogue social* ».

Il n'est pas inintéressant de constater que la majorité des travailleurs se fait à l'idée de devoir affronter directement la bourgeoisie, comme s'il n'y avait pas d'élections en perspective, sachant par avance qu'elles ne régleront rien.

La radicalisation de la conscience politique des masses est en cours face à la situation sociale, économique et politique qui se dégrade un peu plus chaque jour. Il faut donc l'alimenter et faire preuve d'audace au lieu de leur proposer des mots d'ordre qui ne correspondent pas ou plus à leur degré de conscience politique. La radicalisation des masses signifie qu'une large frange du prolétariat est prête à soutenir un programme révolutionnaire qui propose des changements politiques radicaux.

S'interdire de combattre sur la base du programme de la révolution prolétarienne, c'est refuser de proposer au prolétariat une autre voie que celle du capitalisme, c'est en dernier lieu les laisser désarmés face au rouleau compresseur médiatique qui tente par tous les moyens de canaliser les masses et de faire naître des illusions sur la candidature de Royal.

Au lieu d'interpréter la violence omniprésente qui fait des ravages dans les rangs du prolétariat comme un témoignage du degré d'extrême tension atteint dans les rapports entre les classes, les uns et les autres se contentent de condamner ces violences comme si le prolétariat en était directement responsable. En agissant ainsi, il condamne le prolétariat au lieu de condamner la bourgeoisie qui en est à l'origine.

On ne peut pas vivre en paix et en harmonie dans une société de plus en plus injuste et qui accentuent les inégalités continuellement. Les contradictions économiques et sociales croissantes auxquelles doit faire face la bourgeoisie et qu'elle est totalement incapable de régler, se retrouvent ainsi reportées à l'intérieur et sur le prolétariat et sa jeunesse qui en font les frais. En dehors de toute perspective politique les ouvriers et les jeunes se tirent dessus ! L'un bat sa femme, l'autre bat ses gosses, l'autre se bat avec son voisin ou son collègue de travail, etc. au lieu de tourner leurs armes contre le pouvoir en place.

La violence politiquement organisée contre l'Etat bourgeois porte un nom, cela s'appelle la révolution prolétarienne. Pourquoi ne pas le dire, pourquoi ne pas en parler ? Pour empêcher les masses de s'y préparer ? Pour mieux préparer leur défaite ? On peut se poser la question.

De quoi parle-t-on au Venezuela, en Bolivie, au Mexique, dans la plupart des pays d'Amérique Latine ? Des moyens politiques nécessaires à mettre en oeuvre pour renverser la bourgeois : la révolution socialiste.

Les peuples d'Amérique Latine avancent dans cette voie. Pourquoi ne le pourraient-ils pas en Europe ? Parce que le prolétariat se serait embourgeoisé ? Foutaise avec ses dizaines de millions de pauvres. Parce qu'il existerait une aristocratie ouvrière très nombreuse qui interdirait désormais de poser la question du pouvoir dans ces termes ? Foutaise, il y a une classe moyenne dans tous les pays d'Amérique Latine et des partis, des organisations pourris par le réformisme et le stalinisme comme en France. On s'évertue à nous présenter les pays d'Amérique Latine comme des pays misérables, alors qu'ils disposent d'immenses richesses naturelles, d'infrastructures aussi modernes qu'en France, ce sont les inégalités extraordinaires qui existent entre les classes qui donnent cette impression trompeuse de pays arriérés.

Cela ne coûte rien de bavarder sur la situation politique en Amérique Latine, lorsqu'on se refuse à considérer que la situation politique en France pourrait réclamer les mêmes traitements, à savoir mettre en avant la nécessité politique de renverser la bourgeoisie et d'exproprier les capitalistes.

Le prolétariat en France et en Europe serait incapable aujourd'hui de poser directement la question du pouvoir, voilà ce qu'on veut nous faire avaler. Il se ferait matraquer pendant des décennies, et finalement, il ne comprendrait toujours rien à rien. On comprend dès lors parfaitement pourquoi ceux qui le pensent refusent obstinément d'aborder la question du pouvoir politique, pourquoi ils se réfugient derrière des mots d'ordre lointains, incompréhensibles et insaisissables par les masses, pour masquer leur propre incapacité à définir une orientation politique claire en dehors du réformisme.

Les conditions objectives l'emportent et l'emporteront sur les appareils disait Trotsky. A quoi bon bavarder indéfiniment sur la recomposition du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, si on ne part pas de la réalité objective telle qu'elle est.